



WE OPEN THE WAY

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2021

SOMMAIRE

1. GOUVERNANCE ET ACTIONNARIAT	2
2. INFORMATION FINANCIERE – 1^{ER} SEMESTRE 2021	3
CHIFFRES CLES CONSOLIDES	3
FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE.....	4
SAISONNALITE DE L'ACTIVITE	4
CARNET DE COMMANDES.....	4
CHIFFRES D'AFFAIRES.....	5
CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR OPERATIONNEL.....	5
PRODUCTION DE MATERIAUX	6
PERFORMANCE FINANCIERE.....	6
ENDETTEMENT FINANCIER NET	7
ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RSE.....	7
PERSPECTIVES.....	7
3. RISQUES ET LITIGES	7
3.1. RISQUES.....	7
3.2. LITIGES.....	14
4. COMPTES CONSOLIDES CONDENSES AU 1^{ER} SEMESTRE 2021	16
5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	34
6. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	36
GLOSSAIRE.....	37

Le rapport semestriel d'activité et les comptes semestriels consolidés condensés figurant dans le présent document ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 24 août 2021.

1. Gouvernance et actionnariat

Composition du Conseil d'administration et des Comités au 30 juin 2021

Président-Directeur Général

Frédéric Gardès

Administrateurs

Olivier Bouygues

Olivier Roussat

Société Bouygues, dont le représentant permanent est Pascal Grangé

Colette Lewiner (administrateur indépendant)

Stéphanie Rivoal (administrateur indépendant)

Catherine Ronge (administrateur indépendant)

Arnauld Van Eeckhout

Les Comités du Conseil

Comité d'Audit

Société Bouygues (président du Comité), représentée par Pascal Grangé

Colette Lewiner

Stéphanie Rivoal

Catherine Ronge

Comité de Sélection et des Rémunérations

Colette Lewiner (Président)

Catherine Ronge

Arnauld Van Eeckhout

Comité Éthique et du Mécénat

Arnaud Van Eeckhout (Président)

Catherine Ronge

Colette Lewiner

Actionnariat de Colas au 30 juin 2021

Actionnaire	Actions		Variation par rapport au 31 décembre 2020		Droits de vote		Variation par rapport au 31 décembre 2020	
	En nombre d'actions	%	En nombre d'actions	%	En nombre de droits de vote	%	En nombre de droits de vote	%
Bouygues SA	31 611 646	96,81	0	0	63 154 868	98,05	0	0
Colas en actions (FCPE)	222 480	0,68	0	0	444 960	0,69	0	0
Colas Shares (FCPE)	4 770	0,01	+130	+0,02	9 240	0,01	+380	+0,04
Public	794 739	2,44	-115	-0,01	800 529 ⁽¹⁾	1,25	-171	-0,1
Colas SA (autodétention)	20 864 ⁽¹⁾	0,06	-15	-0,01	/	/	/	/

(1) En position négociée.

2. Information financière – 1^{er} semestre 2021

Colas a pour mission d'imaginer, de construire et d'entretenir des infrastructures de transport de façon responsable, à partir de son ancrage local à travers le monde. Implanté dans plus de cinquante pays sur les cinq continents, Colas a pour ambition d'être le leader mondial des solutions de mobilité innovantes et responsables.

Chiffres clés consolidés

en millions d'euros	S1 2019	S1 2020	S1 2021	Variation vs 2020	A périmètre et change constants
Chiffre d'affaires	5 834	4 870	5 591	+15%	+16%
<i>dont France</i>	<i>3 071</i>	<i>2 236</i>	<i>2 836</i>	<i>+27%</i>	<i>+27%</i>
<i>dont International</i>	<i>2 763</i>	<i>2 634</i>	<i>2 755</i>	<i>+5%</i>	<i>+7%</i>
Résultat opérationnel courant	(136)	(304)	(100)	+204	
<i>Marge opérationnelle courante</i>	<i>-2,3%</i>	<i>-6,2%</i>	<i>-1,8%</i>	<i>+4,4 pts</i>	
Résultat opérationnel	(136)	(349)^(a)	(100)	+249	
Résultat net part du Groupe	(102)	(295)	(112)	+183	
Cash-flow libre ^(b)	(158)	(269)	(54)	+215	
Excédent/(Endettement) financier net ^(b)	(1 544)	(1 065)	(631)	+434	

(a) dont 45 M€ de charges non courantes liées à la réorganisation des activités routières en France et à la poursuite des travaux de démantèlement du site de Dunkerque.

(b) voir la définition dans le glossaire page 37.

Faits marquants du semestre

- Nomination le 16 février de Frédéric Gardès en tant que Président du Conseil d'Administration de Colas SA
- Nomination le 1er juin d'Amélia Irion en tant que Directrice des Ressources Humaines du Groupe Colas
- Principales prises de commandes :
 - Renforcement de la Route de l'Est et construction d'ouvrages d'art en Côte d'Ivoire, pour un montant de 157 millions d'euros
 - Contrat de maintenance d'une durée de 7 ans pour la voirie de la ville de New Liskeard, en Ontario (Canada), pour un montant de 94 millions d'euros
 - Transformation de la voie rapide Yellowhead Trail en autoroute à Edmonton, en Alberta (Canada), pour un montant de 77 millions d'euros
 - Mise à niveau de la section Belotin-Rybi sur l'autoroute D48 en République tchèque, pour un montant de 76 millions d'euros
 - Réalisation de l'alimentation électrique et des caténaires pour la section LGV Vérone-Vicence en Italie, pour un montant de 56 millions d'euros

Saisonnalité de l'activité

La plupart des activités du Groupe se caractérisent par une forte saisonnalité, ce qui se traduit par une perte opérationnelle au premier semestre de chaque année.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes à fin juin 2021 s'élève au niveau historique de 10,3 milliards d'euros, en hausse de 4% à change constant sur un an.

Le carnet en France métropolitaine (3,4 milliards d'euros) est en baisse de 6% sur un an, notamment sur l'activité Ferroviaire, alors que le carnet des activités routières reste stable.

Le carnet à l'international et Outre-mer (6,9 milliards d'euros) est en hausse de 7% sur un an (+10% à change constant). Au deuxième trimestre, Colas a notamment remporté d'importants contrats routiers au Canada. Le carnet de commandes de Colas Rail à l'international est stable, en attente de commandes significatives sur le deuxième semestre 2021.

L'international et Outre-mer représente 67% du carnet de commandes total de Colas.

Chiffres d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} semestre 2021 s'élève à 5,6 milliards d'euros, en hausse de 15% par rapport au 1^{er} semestre 2020 (+16 % à périmètre et change constants), grâce à la très bonne activité au 2^{ème} trimestre qui retrouve son niveau du 2^{ème} trimestre 2019.

L'activité du 1^{er} semestre ressort à 2,8 milliards d'euros en France (+27% sur un an) et 2,8 milliards d'euros à l'international (+5% et +7% à périmètre et change constants).

Pour rappel, l'impact de la crise sanitaire sur le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2020 était estimé à environ 810 millions d'euros.

Chiffre d'affaires par secteur opérationnel

<i>en millions d'euros</i>	S1 2019	S1 2020	S1 2021	Variation vs 2020	A périmètre et change constants
Route France - Océan Indien	2 766	2 101	2 650	+26%	+26%
Route EMEA	921	916	933	+2%	+2%
Route Etats-Unis	675	674	623	-8%	+1%
Route Canada	494	456	540	+18%	+19%
Route Asie - Pacifique	202	184	198	+8%	+1%
Total Route	5 058	4 331	4 944	+14%	+15%
Ferroviaire et autres Activités	762^(a)	534	642	+20%	+21%
Holding	14	5	5	ns	ns
TOTAL	5 834^(a)	4 870	5 591	+15%	+16%

(a) pour rappel, la contribution de Smac, déconsolidée au 2^{ème} trimestre 2019, s'élevait à 141 millions d'euros au 1^{er} trimestre 2019.

Routes :

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2021 s'élève à 4,9 milliards d'euros, en hausse de 15% à périmètre et change constants.

- L'activité de la zone France - Océan Indien est en amélioration sensible (+26% par rapport au 1^{er} semestre 2020), reflétant la bonne tenue de l'ensemble des activités sur la zone. Elle bénéficie d'un effet de base de comparaison favorable par rapport à 2020 lié à la période de confinement (arrêt des chantiers à partir de mi-mars et redémarrage progressif en avril et mai).
- L'activité de la zone EMEA (Europe, Moyen-Orient, Afrique) et celle des Etats-Unis sont en légère amélioration sur un an (respectivement +2% et +1% à périmètre et change constants).

constants), grâce à la bonne reprise au 2^{ème} trimestre, après un 1^{er} trimestre impacté par des conditions météorologiques défavorables dans les deux zones.

- Au Canada, l'activité est en hausse de 19% à périmètre et change constants, bénéficiant de conditions météorologiques favorables depuis le début du semestre.
- Enfin, dans la zone Asie-Pacifique, le chiffre d'affaires est en légère hausse de 1% à périmètre et change constants.

Ferroviaire et autres Activités :

Le chiffre d'affaires Ferroviaire et autres Activités s'inscrit en forte hausse de 21% à périmètre et change constants par rapport au 1^{er} semestre 2020, principalement porté par la bonne dynamique des activités de Colas Rail au Royaume-Uni. Les activités de Colas Rail en France sont elles aussi en hausse par rapport au 1^{er} semestre 2020, retrouvant leur niveau du 1^{er} semestre 2019.

Production de matériaux

En France comme à l'international, l'activité de Colas comprend une importante production (incluant valorisation et recyclage) de matériaux de construction, notamment de granulats, à partir d'un réseau international de 478 carrières et gravières exploitées, 151 usines d'émulsion, 538 centrales d'enrobage et 192 centrales à béton. Au 1^{er} semestre 2021, les ventes en quote-part s'élèvent à 43 millions de tonnes de granulats (+19% par rapport au 1^{er} semestre 2020), 568 000 tonnes de liants et d'émulsions (+12%), 13 millions de tonnes d'enrobés (+14%) et 1,3 million de mètres cubes de béton prêt à l'emploi (+26%).

L'importante activité de distribution de bitume de Colas s'appuie sur 71 terminaux de bitume.

Performance financière

Le **résultat opérationnel courant** du 1^{er} semestre 2021 ressort à -100 millions d'euros, en forte augmentation de 204 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2020. Le résultat opérationnel courant dépasse également son niveau du 1^{er} semestre 2019 (-136 millions d'euros), grâce au redémarrage précoce de l'activité au Canada, aux premiers effets des plans d'optimisation des activités industrielles ainsi qu'à la nouvelle organisation de Colas France.

Pour rappel, l'impact de la crise sanitaire sur le résultat opérationnel courant du 1^{er} semestre 2020 était estimé à environ -190 millions d'euros (perte de marge opérationnelle courante et coûts inévitables).

La **quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées** s'élève à 4 millions d'euros, stable par rapport au 1^{er} semestre 2020. La contribution de Tipco Asphalt, à hauteur de 10 millions d'euros, est en hausse de 2 millions d'euros par rapport à fin juin 2020.

Le **résultat net part du Groupe** ressort à -112 millions d'euros, à comparer à -295 millions d'euros à fin juin 2020, et à -102 millions d'euros à fin juin 2019.

Endettement financier net

L'**endettement financier net** au 30 juin 2021 ressort à 631 millions d'euros, à comparer à un endettement financier net de 1 065 millions d'euros à fin juin 2020. Cette évolution résulte de l'amélioration des résultats, de la bonne tenue du besoin en fonds de roulement et de la maîtrise des investissements.

Engagements en matière de RSE

Dans le cadre de la politique de réduction de son empreinte carbone, Colas a lancé la conversion de sa flotte de véhicules légers au tout électrique. Pour cela, Colas a démarré l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques dans l'ensemble de ses 300 agences en France métropolitaine avec l'objectif que les véhicules thermiques soient l'exception d'ici 3 ans. Cette démarche sera étendue à l'international dans les prochains mois.

Perspectives

Les perspectives ci-dessous s'entendent hors nouvelle dégradation de la situation sanitaire.

La bonne reprise de l'activité au deuxième trimestre permet d'anticiper un chiffre d'affaires 2021 significativement supérieur à celui de l'année 2020, sans toutefois retrouver le niveau atteint en 2019.

La marge opérationnelle courante de l'année 2021 devrait s'établir en hausse par rapport à celle réalisée en 2019 (3,2% du chiffre d'affaires consolidé), avec l'objectif d'atteindre 4% en 2023.

3. Risques et litiges

3.1. Risques

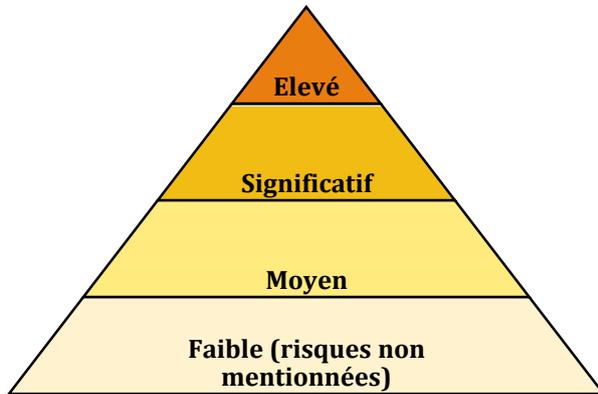
La section "7. Facteurs de risques" du rapport de gestion 2020 contenu dans le rapport annuel 2020 contient une description des principaux facteurs de risques auxquels le Groupe est exposé, tels qu'ils ressortent de l'analyse de l'activité et de la cartographie des risques établie annuellement. Les évaluations indiquées reflètent le risque brut, avant toute mesure de maîtrise mise en œuvre par le Groupe, et permettent d'apprécier ce risque en fonction de sa probabilité d'occurrence et de son impact négatif. Trois niveaux d'appréciation ont été retenus : moyen, significatif et élevé (les risques identifiés comme faibles ne sont donc pas mentionnés).

Il n'y a pas eu d'évolution significative de ces facteurs de risques.

Néanmoins, dans le cadre de l'établissement du présent rapport financier semestriel, il est apparu pertinent de retirer de la liste des principaux risques celui relatif à "l'atteinte à la sûreté

des personnes" et d'ajouter le risque relatif à la "cybersécurité", risque identifié à l'occasion de l'établissement de la cartographie des risques 2021 mais non mentionné dans le rapport annuel 2020.

Hierarchisation des risques :



Categorisation des risques :

Catégories	Risques	Importance
Risques liés aux opérations et à l'activité des sociétés du groupe Colas	Risque lié aux grands projets	
	Risque lié à l'évolution des territoires et des marchés	
	Risque lié à la volatilité des coûts des matières premières	
Risques juridiques, réglementaires et éthiques	Risques de non-conformité	
Risques extra-financiers	Risque lié aux phénomènes naturels et aux effets du changement climatique	
	Risque lié à la sécurité et à la santé des collaborateurs	
	Risque de perte d'expertise et de talents	
	Risque d'atteintes à l'environnement	
Risques liés aux systèmes d'information	Cyber sécurité	

3.1.1. Risques liés aux opérations et à l'activité des sociétés du groupe Colas

Risque lié aux grands projets

En plus de son activité principale qui consiste en l'exécution de plusieurs dizaines de milliers de petits contrats de faible valeur unitaire, Colas réalise également des projets importants par leur montant, leur complexité, leurs difficultés d'exécution, leur durée ou encore leur mode de

financement (contrats de type concession ou PPP notamment). Ces grands projets présentent des risques significatifs en matière de conception, de sujétions (géologiques, archéologiques...), de mise à disposition des terrains pour construire l'ouvrage, d'estimation des coûts, d'insuffisance de ressources (moyens humains, matières premières...), de délais d'exécution, de paiement, etc. (exemple : chantier du Tram de Liège en Belgique). Pour accroître son niveau de maîtrise, Colas a créé en 2016 Colas Projects, structure dédiée à l'étude, à la conception et à l'exécution des grands projets, en accompagnement des filiales locales.

Ainsi, ce risque peut être qualifié d'élevé.

Risque lié à l'évolution des territoires et des marchés

L'activité et les résultats de Colas sont notamment sensibles à :

- l'évolution de l'environnement macro-économique des principaux territoires dans lesquels le Groupe est durablement implanté (France, Europe, Amérique du Nord), une évolution défavorable pouvant avoir des conséquences en matière de volumes d'activité, d'intensité concurrentielle et de niveaux de prix pratiqués ;
- l'évolution de la commande publique, dans la mesure où une part importante de l'activité du Groupe est réalisée avec des clients appartenant au secteur public (en particulier en France, les collectivités territoriales) ; le risque principal est que les clients publics ne disposent pas des capacités nécessaires à financer leurs dépenses de maintenance et d'investissement. La montée de l'endettement public, la situation des finances publiques dans de nombreux pays, les programmes d'austérité qui en résultent et, en France, la baisse des dotations de l'État aux collectivités, renforcent ce facteur de risque. Par ailleurs, des considérations administratives et politiques (émergence difficile de consensus sur les budgets, échéances électorales, projets de regroupement de certaines collectivités ou changements d'administration) peuvent également influencer négativement sur le niveau des commandes publiques. Ainsi, il existe un risque que des projets de construction ou de maintenance d'infrastructures, à l'étude ou déjà approuvés, soient remis en cause ou retardés.

Un défaut dans l'anticipation et/ou la réaction face à ces évolutions peut mettre une entreprise du Groupe en décalage par rapport à son marché (mauvais positionnement, baisse de compétitivité et d'agilité en raison d'une structure trop lourde, perte de parts de marché ou d'opportunités commerciales) et peser sur sa rentabilité.

Toutefois, l'importance des activités de maintenance et d'entretien des infrastructures indispensables à l'activité économique, le déploiement de plans de relance suite à la pandémie COVID 19, la large répartition géographique des implantations et la diversité des activités de Colas, ainsi que le grand nombre de chantiers réalisés sont des éléments qui viennent atténuer ces risques.

Ainsi, ce risque peut être qualifié de significatif.

Risque lié à la volatilité des coûts des matières premières

Pour réaliser ses chantiers de maintenance et de construction routière, Colas met en œuvre essentiellement des granulats et du bitume.

Si le prix des granulats reste une donnée très locale et peu fluctuante, le prix du bitume, à l'inverse, a connu au cours des années passées d'importantes variations de prix à l'échelle mondiale. Le risque lié à ces fluctuations est limité par trois facteurs principaux : le nombre et la durée moyenne des contrats permettant de répercuter rapidement les variations de prix dans les offres, les clauses de révision et d'indexation présentes dans de nombreux contrats en France et à l'International, ainsi que la diversification des sources d'approvisionnement (notamment avec la création en 2020 de l'entité Continental Bitumen, pour les besoins des filiales européennes et africaine de Colas). Dans certaines régions, des contrats de fourniture à prix garantis pour une période donnée peuvent également être signés, et pour des contrats importants, des politiques de couverture prises au coup par coup, dès l'obtention de la commande. Enfin, certaines filiales de Colas vendent directement à des tiers des produits dérivés du bitume dans le cadre d'une activité de négoce (exemple : SAMI Bitumen en Australie ou McAsphalt au Canada) : ces entités sont d'autant plus exposées à une évolution défavorable des prix de leur marché que leur niveau de stock est élevé.

Compte tenu de ces différents éléments, la sensibilité du compte d'exploitation du Groupe aux variations des prix des matières premières se résume principalement à son exposition aux fluctuations des prix du bitume ; elle reste toutefois difficile à mesurer globalement, du fait des milliers de chantiers exécutés dans des contextes juridiques de protection variables et des évolutions de prix différentes selon les zones géographiques et les périodes de l'année.

Ainsi, ce risque peut être qualifié de significatif.

3.1.2. Risques juridiques, réglementaires et éthiques

Risques de non-conformité

Colas exerce plus de 57 % de son activité auprès d'une clientèle publique, tant au niveau national qu'international. Or, de nombreuses législations prévoient l'interdiction de soumissionner à un appel d'offres public en cas de condamnation pour violation des règles des marchés publics.

Plus généralement, le poids de la commande publique (ou des grands groupes structurés – sociétés d'autoroutes, opérateurs ferroviaires, miniers, etc.) dans l'activité du Groupe expose également Colas au risque de pratiques anticoncurrentielles ou de corruption, en particulier dans les pays où ces pratiques sont encore largement répandues.

Depuis plusieurs années, des mesures ont été prises afin de limiter les risques de pratiques non-conformes : mise en place de programmes de conformité (anti-corruption et concurrence notamment), diffusion élargie de procédures, formations destinées à l'attention de l'ensemble des collaborateurs du Groupe potentiellement exposés.

De plus, Colas sanctionne systématiquement les comportements non-conformes et en informe les autorités judiciaires compétentes. Malgré ces mesures, Colas demeure exposé à ces risques, même si leur impact, en termes financiers et/ou pénaux, reste difficile à évaluer.

Ainsi, ce risque peut être qualifié d'élevé.

3.1.3. Risques extra-financiers

Risque lié aux phénomènes naturels et aux effets du changement climatique

L'activité de Colas peut éventuellement être perturbée par des phénomènes naturels tels que des tremblements de terre, des inondations, des cyclones, des tempêtes, des incendies, la foudre, etc., pouvant entraîner l'interruption des activités ou la destruction accidentelle d'ouvrages en construction.

Les zones géographiques d'implantation exposées sont notamment l'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada), l'Océan Indien, la zone Antilles-Guyane, l'Australie. La matérialisation de ce risque peut se traduire par l'interruption de l'exploitation des sites de production situés dans les zones concernées (exemple : cyclone dans l'Océan Indien) ou par le raccourcissement de la durée saisonnière pendant laquelle l'activité peut s'exercer (exemple : durée de l'hiver au Canada).

Fort de ce constat, des dispositifs d'alerte et de sécurisation des personnes et des biens ont été mis en place par les filiales concernées, complétés par l'intégration de ce risque dans la couverture assurance. Toutefois, le grand nombre et la petite taille des installations de Colas sous une forme dispersée sur les territoires concourent à en limiter l'impact global.

Colas anticipe toutefois qu'à l'avenir, ces phénomènes naturels pourraient s'aggraver ou se multiplier sous l'effet du changement climatique. Au-delà des efforts déployés pour proposer des techniques et matériaux permettant la protection d'infrastructures existantes ou le dimensionnement de nouvelles infrastructures dans un contexte d'amplitudes climatiques aggravées, le Groupe s'efforce d'adapter son modèle économique aux changements observés, ceux-ci pouvant constituer des risques autant que des opportunités (exemple : réduction de la pause hivernale dans les pays d'Europe du Nord).

Ainsi, ce risque peut être qualifié de moyen.

Risque lié à la sécurité et à la santé des collaborateurs

Le groupe Colas peut être confronté au risque d'accidents du travail, notamment en raison de l'utilisation d'engins de chantier et d'équipements industriels, ainsi qu'au risque d'accidents de la circulation routière dans le cadre des déplacements des collaborateurs ou lors de l'acheminement de convois exceptionnels (transport d'engins de chantier ou d'équipements industriels, etc.). En dépit des dispositifs de sécurisation mis en place, le risque de « faute inexcusable » suite à un accident du travail, d'un salarié ou d'un intérimaire, est sans doute le

plus important en termes financiers. Colas mène en effet, depuis longtemps, une politique volontariste de prévention, de formation d'accueil sécurité et de recherche (exemple : matérialisation d'une « bulle sécurité » autour des engins en mouvement).

S'agissant de la santé au travail, Colas a identifié quatre domaines spécifiques de risque :

- les fumées de bitume, pour lesquelles des analyses et des études épidémiologiques ont été réalisées ces dernières années par des organismes tels que le CIRC (Centre International de Recherche sur le Cancer, organe de l'Organisation Mondiale de la Santé) ou l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) et dont un suivi est assuré actuellement par l'INRS (Institut National de Recherche et de la sécurité par la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles) : le niveau de risque lié à l'exposition des fumées de bitume est faible, excepté dans les cas d'utilisation d'engins en milieu fermé pour lesquels une analyse de risque ciblée est rendue nécessaire (effet des gaz d'échappement, systèmes de ventilations, etc.) ;
- les poussières : l'exposition aux poussières de silice, tant sur les chantiers que sur les installations de carrières et gravières, mobilise les acteurs de la santé au travail et de la profession. En France, Routes de France dont Colas est membre, participe activement à la publication de deux guides élaborés avec l'OPPBT et en liaison avec la DGT. D'autre part, des actions sont déployées par le Groupe dans le monde pour réduire l'exposition aux poussières tant sur les sites industriels que sur les chantiers, grâce à l'utilisation de matériel et de processus adaptés (travail en atmosphère humide par aspersion ou brumisation, port d'équipements de protection individuelle, renouvellement du matériel de fraisage-rabotage et remplacement par des machines équipées de dispositifs d'aspiration, etc.) ;
- les solvants : le risque lié à l'emploi de solvants diminue tant dans les ateliers que sur les chantiers ou dans les laboratoires, grâce à la politique engagée partout dans le monde pour restreindre leur utilisation et déployer des équipements de sécurité adaptés;
- l'amiante : pour le risque lié à la présence d'amiante dans certains bâtiments ou installations, Colas met en place et applique les principes individuels et collectifs de protection, notamment en ce qui concerne les poussières, conformément aux procédures décrites dans les Documents Uniques d'Evaluation du Risque des établissements Colas. Pour ce faire, Colas met en œuvre les recommandations du guide Prévention « poussières » édité par l'association professionnelle Routes de France, élaboré par l'OPPBT, en liaison avec la DGT.

Outre ces quatre domaines, Colas prend aussi en compte le risque lié au « préjudice d'anxiété » dans le cadre de ses activités en lien avec l'utilisation de substances potentiellement toxiques.

Ainsi, ce risque peut être qualifié de moyen.

Risque de perte d'expertise et de talents

Les Travaux Publics sont traditionnellement un secteur d'activité moins attractif que d'autres, donc confronté à des difficultés d'embauche quels que soient le poste proposé et les

compétences requises. En outre, le développement sur certains territoires de programmes d'infrastructure ambitieux dans un temps limité (par exemple, en Ile-de-France les projets du Grand Paris Express mais aussi au Canada, l'activité soutenue autour de certaines métropoles urbaines) et la saisonnalité marquée de l'activité dans certaines zones géographiques (Amérique du Nord notamment) renforcent encore la concurrence sur le marché de l'emploi pour certains profils particulièrement recherchés. L'indisponibilité ou l'inadéquation des ressources en place, la perte de compétences et savoir-faire clés constituent pour le Groupe un risque dans la conduite de ses activités au quotidien et sa capacité à mener à bien les grands projets qui lui sont confiés.

Face à cette situation, Colas met donc l'accent sur sa capacité à fidéliser ses collaborateurs, ainsi qu'à développer leurs compétences et leur savoir-faire ; ainsi en complément des actions menées par les équipes Ressources Humaines au quotidien, le Groupe sonde régulièrement l'ensemble des collaborateurs dans le monde pour mieux appréhender et gérer les risques liés au dialogue social, au turn-over des collaborateurs, au bien-être au travail (risques psychosociaux), à la gestion des compétences et au recrutement.

Par ailleurs, dans le cadre de sa stratégie, des efforts importants sont également portés pour renforcer l'attractivité de Colas et diversifier ses sources de recrutement (développement de la marque employeur, présence sur les réseaux sociaux, poursuite et/ou mise en place de partenariats écoles partout dans le monde, renforcement de l'apprentissage...) permettant d'attirer et d'intégrer de nouveaux talents, représentatifs de la pluralité de la société (diversité culturelle, ethnique, d'âge, de genre, de formation initiale, etc.).

Ainsi, ce risque peut être qualifié de moyen.

Risque d'atteintes à l'environnement

La prévention des risques d'atteintes à l'environnement est prise en compte dans l'activité opérationnelle de Colas. Les sites certifiés en environnement disposent d'une analyse environnementale d'une part et de plans d'actions de prévention budgétés d'autre part. Ces documents sont examinés lors des revues de direction qui analysent l'amélioration des performances environnementales par la maîtrise des impacts et font l'objet d'un suivi budgétaire classique. Les permis d'exploiter relatifs à des installations soumises à un processus administratif (ICPE ou ISDI en France par exemple) sont le plus souvent assortis d'exigences strictes en matière d'environnement, quel que soit le pays d'implantation. La norme ISO 14001, qui requiert la mise en œuvre de ces exigences, mais aussi la réalisation d'auto-évaluations par check-list permet à Colas d'avoir une certaine assurance quant au respect de ses obligations.

Par ailleurs, les règles de gestion de Colas prévoient de constituer une provision pour frais de dépollution quand les montants sont déterminés dans le cadre d'un diagnostic réalisé par un cabinet extérieur et quand la date de remise en état du site est fixée.

Ainsi, ce risque peut être qualifié de moyen.

3.1.4. Risques liés aux systèmes d'information

Cyber sécurité

Les cyberattaques des réseaux et des systèmes d'information peuvent paralyser les systèmes informatiques de l'entreprise et provoquer ainsi la perturbation ou l'arrêt de l'activité.

Dans le cas d'une attaque de cette nature, l'entreprise s'exposerait alors à des impacts négatifs sur ses résultats financiers, ses activités et son image.

Pour s'en protéger, le Groupe a mis en place une politique de sécurité adaptée à ses risques spécifiques. Cette politique est structurée autour :

- du renforcement de l'organisation Cybersécurité, tant au niveau central que local, (nomination de référents locaux...);
- du déploiement des ressources dédiées (Security Operations Center-SOC, Computer Security Incident Response Team-CSIRT) afin de mieux détecter et traiter les incidents de sécurité, impliquant notamment une hausse significative des budgets dédiés à la cyber sécurité ;
- de la conduite régulière des missions d'évaluation et d'audit pour s'assurer de la robustesse des dispositifs de sécurité informatique en place et identifier les actions correctives éventuelles ;
- de la préparation et de la formalisation du processus de réponse à une possible situation de crise et mieux s'y préparer au travers de test de gestion de crise (a minima annuel).

Ainsi, ce risque peut être qualifié de moyen.

3.2. Litiges

Hongrie : dossier devant le Conseil de la concurrence hongrois et dommages et intérêts réclamés dans ce cadre

Entre 2004 et 2012, le Conseil de la concurrence hongrois a condamné une dizaine de sociétés hongroises, dont les filiales de Colas, pour ententes illégales conclues à l'occasion d'appels d'offres relatifs à des marchés publics. Les sanctions infligées ont été payées.

Dans le prolongement de ces décisions, certaines des sous-filiales hongroises de Colas ont fait l'objet de demandes de plusieurs sociétés réclamant des dommages et intérêts devant les tribunaux hongrois en réparation du préjudice prétendument subi du fait de ces ententes.

Il reste toujours deux affaires en cours (i) l'une concernant la Ville de Budapest et (ii) l'autre concernant désormais le seul État hongrois (autoroute M3).

France : contrôles Urssaf

Fin 2009, l'Urssaf a notifié à Colas un redressement concernant des allègements de charges sociales liés aux dispositifs TEPA et Fillon au titre des exercices 2006 à 2008. L'Urssaf demandait le paiement de tous les allègements de charges sociales relatifs à ces dispositifs, dès le premier euro, sous forme d'une taxation forfaitaire, notamment au motif que les sociétés du groupe concernées n'auraient pas délivré les informations nécessaires sous forme dématérialisée. Selon l'Urssaf, cette délivrance d'information sous forme dématérialisée est exigée par le Code de la Sécurité sociale. Colas et ses filiales estiment que les conditions d'une taxation forfaitaire ne sont pas réunies, dès lors qu'elles ont remis au format papier les documents ou justificatifs nécessaires à la réalisation du contrôle et que leur présentation en permettait l'exploitation. Le montant afférent à ce redressement, en ce compris les majorations de retard, est évalué à 63,3 millions d'euros.

Les tribunaux de la sécurité sociale sont saisis de ce contentieux.

Canada : contentieux fiscal au titre de l'assistance technique facturée par Colas à sa filiale Colas Canada Inc.

L'Agence du Revenu du Canada conteste la déductibilité des frais d'assistance technique facturés par Colas maison mère à sa filiale Colas Canada Inc. au motif notamment que le montant de ces frais est excessif et que la documentation supportant ces frais est insuffisante.

Les avis de cotisations concernant les années 2004 à 2007, qui contestaient toute la déductibilité des frais encourus, ont fait l'objet d'un recours à la procédure amiable prévue par la convention fiscale franco-canadienne. Les autorités française et canadienne se sont mises d'accord sur un taux d'assistance technique très proche du taux facturé. Pour les exercices 2008 à 2014, le taux accepté par l'Agence du Revenu du Canada a été contesté par Colas Canada Inc. dans le cadre de la procédure amiable. Le contrôle fiscal de Colas Canada Inc. pour les années 2015 et 2016 est toujours en cours.

Les montants en jeu au 30 juin 2021 s'élèvent à 14 millions d'euros.

International : dépôt d'une plainte par Colas Rail en relation avec un projet à l'international

En 2017, un audit interne puis une enquête externe sollicitée par Colas Rail, filiale de Colas, ont mis en évidence qu'au sein d'une filiale étrangère de Colas Rail, des paiements suspects en euros et en monnaie locale ont été effectués au profit de consultants locaux.

Colas Rail a déposé plainte en France. Les contrats de ces consultants ont été dénoncés et tout paiement interdit. En accord avec le client, Colas Rail a transféré le contrat de construction sans impact économique significatif pour le groupe Colas.

L'enquête consécutive à la plainte de Colas Rail est en cours.

4. Comptes consolidés condensés au 1^{er} semestre 2021



Société anonyme au capital de 48 981 748,50 euros
Siège social : 1 rue du Colonel Pierre Avia – 75015 Paris – France
Immatriculation : R.C.S. Paris 552 025 314 A.P.E. 4211Z
Exercice social du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021

États financiers consolidés condensés

AU 30 JUIN 2021

Bilan consolidé

Compte de résultat consolidé

État consolidé des produits et charges comptabilisés

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

État consolidé des flux de trésorerie

Annexe aux états financiers consolidés

Bilan consolidé

En millions d'euros	Notes	30-06-2021	31-12-2020	30-06-2020
Immobilisations corporelles	3.1	2 271	2 322	2 460
Droits d'utilisation des actifs loués		468	411	394
Immobilisations incorporelles	3.2	200	196	202
<i>Goodwill</i>	3.3	710	697	709
Coentreprises et entités associées	3.4	366	395	396
Autres actifs financiers non courants	3.5	146	177	168
Impôts différés actifs		145	149	186
Actif non courant		4 306	4 347	4 515
Stocks		761	606	762
Avances et acomptes versés sur commandes		43	40	68
Clients et comptes rattachés		2 889	2 246	2 592
Actifs sur contrats clients		968	618	925
Actifs d'impôt courants		63	30	66
Autres créances courantes		946	685	846
Trésorerie et équivalents de trésorerie		382	606	341
Instruments financiers – Couverture des dettes financières		10	10	11
Autres actifs financiers courants		3		1
Actif courant		6 065	4 841	5 612
Actifs ou activités détenus en vue de la vente				
Total actif		10 371	9 188	10 127
Capital social		49	49	49
Primes et réserves		2 516	2 512	2 740
Réserve de conversion		9	(55)	20
Actions propres détenues		(3)	(3)	(3)
Résultat net part du groupe		(112)	94	(295)
Capitaux propres (part du Groupe)		2 459	2 597	2 511
Participations ne donnant pas le contrôle		22	24	24
Capitaux propres	4	2 481	2 621	2 535
Dettes financières non courantes	6	412	346	582
Obligations locatives non courantes		386	345	323
Provisions non courantes	5.1	942	941	893
Impôts différés passifs		104	100	116
Passif non courant		1 844	1 732	1 914
Dettes financières courantes	6	29	28	31
Obligations locatives courantes		105	96	91
Passifs d'impôt courants		51	80	42
Fournisseurs et comptes rattachés		2 386	1 884	2 034
Passifs sur contrats clients		893	791	834
Provisions courantes	5.2	401	397	339
Autres passifs courants		1 597	1 304	1 501
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	6	570	238	792
Instruments financiers – Couverture des dettes financières		12	11	12
Autres passifs financiers courants		2	6	2
Passif courant		6 046	4 835	5 678
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente				
Total capitaux propres et passif		10 371	9 188	10 127
Endettement financier net (-) Excédent financier net (+)	7	(631)	(7)	(1 065)

Compte de résultat consolidé

En millions d'euros	Notes	30-06-2021	30-06-2020	31-12-2020
Chiffre d'affaires (1)	8	5 591	4 870	12 297
Achats consommés		(2 548)	(2 178)	(5 553)
Charges de personnel		(1 774)	(1 659)	(3 416)
Charges externes		(1 298)	(1 159)	(2 608)
Impôts et taxes		(86)	(89)	(156)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		(176)	(186)	(442)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des droits d'utilisation des actifs loués		(48)	(47)	(97)
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées		(50)	(17)	(237)
Variations des stocks de production		8	(5)	1
Autres produits d'exploitation (2)		380	228	622
Autres charges d'exploitation		(99)	(62)	(157)
Résultat opérationnel courant	9	(100)	(304)	254
Autres produits opérationnels	9			2
Autres charges opérationnelles	9		(45)	(71)
Résultat opérationnel	9	(100)	(349)	185
Produits financiers		6	6	11
Charges financières		(16)	(21)	(38)
Coût de l'endettement financier net (-) / Produit de l'excédent financier net (+)		(10)	(15)	(27)
Charges d'intérêts sur obligations locatives		(7)	(7)	(15)
Autres produits financiers		6	2	13
Autres charges financières		(8)	(1)	(14)
Impôt	10	3	71	(86)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées		4	4	38
Résultat net des activités poursuivies		(112)	(295)	94
Résultat net des activités abandonnées				
Résultat net		(112)	(295)	94
Résultat net part du Groupe		(112)	(295)	94
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle				
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies par action (en euros)		(3,42)	(9,03)	2,88
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies dilué par action (en euros)		(3,42)	(9,03)	2,88
(1) dont chiffre d'affaires réalisé à l'international		2 755	2 634	6 746
(2) dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres		43	25	89

État consolidé des produits et charges comptabilisés

Résultat net		(112)	(295)	94
Eléments non recyclables en résultat net				
Ecarts actuariels au titre des avantages postérieurs à l'emploi	13	6	(29)	(51)
Impôts sur éléments non recyclables en résultat net		(2)	6	11
Eléments recyclables en résultat net				
Ecarts de conversion		59	(43)	(105)
Réévaluation des actifs de couverture		1		(2)
Impôts sur éléments recyclables en résultat net				
Quote-part des produits et charges recyclables des coentreprises et entités associées		5	(10)	(23)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		69	(76)	(170)
Produits et charges nets comptabilisés		(43)	(371)	(76)
Produits et charges nets comptabilisés part du Groupe		(43)	(371)	(76)
Produits et charges nets comptabilisés des participations ne donnant pas le contrôle				

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En millions d'euros	Capital Prime d'émission	Réserves liées au capital et Report à nouveau	Réserves et Résultat consolidés	Actions propres détenues	Opérations affectées directement en capitaux propres	Total Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Situation au 31-12-2019	455	838	1 599	(3)	(7)	2 882	27	2 909
Mouvements du 1^{er} semestre 2020								
Résultat net			(295)			(295)		(295)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres					(76)	(76)		(76)
Résultat net et produits et charges comptabilisés (1)			(295)		(76)	(371)		(371)
Opérations nettes sur capital et réserves		210	(210)					
Acquisitions et cessions d'actions propres								
Acquisitions et cessions sans changement de contrôle								
Distribution							(3)	(3)
Paiements fondés sur des actions								
Autres opérations (changement de périmètre, autres opérations avec les actionnaires et divers)								
Situation au 30-06-2020	455	1 048	1 094	(3)	(83)	2 511	24	2 535
Mouvements du 2^{ème} semestre 2020								
Résultat net			389			389		389
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres					(94)	(94)		(94)
Résultat net et produits et charges comptabilisés			389		(94)	295		295
Opérations nettes sur capital et réserves		(209)	209					
Acquisitions et cessions d'actions propres								
Acquisitions et cessions sans changement de contrôle								
Distribution			(209)			(209)		(209)
Paiements fondés sur des actions								
Autres opérations (changement de périmètre, autres opérations avec les actionnaires et divers)								
Situation au 31-12-2020	455	839	1 483	(3)	(177)	2 597	24	2 621
Mouvements du 1^{er} semestre 2021								
Résultat net			(112)			(112)		(112)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres (2)					69	69		69
Résultat net et produits et charges comptabilisés (1)			(112)		69	(43)		(43)
Opérations nettes sur capital et réserves		116	(116)					
Acquisitions et cessions d'actions propres								
Acquisitions et cessions sans changement de contrôle								
Distribution			(95)			(95)	(2)	(97)
Paiements fondés sur des actions								
Autres opérations (changement de périmètre, autres opérations avec les actionnaires et divers)								
Situation au 30-06-2021	455	955	1 160	(3)	(108)	2 459	22	2 481

(1) Se reporter à l'état consolidé des produits et charges comptabilisés

(2) Variation de la réserve de conversion :

	Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Sociétés contrôlées	59		59
Coentreprises et entités associées	5		5
Total	64		64

État consolidé des flux de trésorerie

I. Flux de trésorerie des activités poursuivies	30-06-2021	30-06-2020	31-12-2020
En millions d'euros			
Résultat net des activités poursuivies	(112)	(295)	94
Retraitements :			
Quote-part du résultat des coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus	28	24	14
Dividendes des sociétés non consolidées	(1)	(1)	(1)
Dotations (reprises) aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles et aux provisions non courantes	176	194	493
Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués	48	47	97
Plus et moins-values de cession d'actifs	(44)	(14)	(60)
Impôts y compris dettes sur positions fiscales incertaines	(3)	(71)	86
Impôts décaissés	(55)	(34)	(82)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie			
CAF après coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net, charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés	37	(150)	641
Reclassement du coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net et des charges d'intérêts sur obligations locatives	17	22	42
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes	(481)	(334)	313
Flux net de trésorerie généré par l'activité (a)	(427)	(462)	996
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(101)	(102)	(304)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	62	30	120
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	(25)	(71)	(63)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(2)	(1)	(1)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés	1		1
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés			
Prix d'acquisition des activités consolidées	(4)	(38)	(38)
Prix de cession des activités consolidées	11		
Dettes nettes sur activités consolidées	4		
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées	(3)	3	1
Autres flux liés aux opérations d'investissement : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées	37	(3)	(4)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements (b)	(20)	(182)	(288)
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires		1	1
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(95)		(209)
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle	(2)	(3)	(3)
Variation des dettes financières courantes et non courantes	49	168	(68)
Remboursement des obligations locatives	(52)	(47)	(99)
Coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives	(17)	(22)	(42)
Autres flux liés aux opérations de financement			
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)	(117)	97	(420)
Incidence des variations des cours des devises (d)	8	(5)	(21)
Variation de la trésorerie nette (a+b+c+d)	(556)	(552)	267
Trésorerie nette à l'ouverture	368	101	101
Flux nets	(556)	(552)	267
Flux non monétaires			
Activités détenues en vue de la vente			
Trésorerie nette à la clôture	(188)	(451)	368
II. Flux de trésorerie des activités abandonnées			
En millions d'euros			
Trésorerie nette à l'ouverture			
Flux nets			
Trésorerie nette à la clôture			

Annexe aux états financiers consolidés

Notes

- 1 **Faits significatifs**
- 2 **Principes et méthodes comptables du Groupe**
- 3 **Actif non courant**
- 4 **Informations sur les capitaux propres consolidés**
- 5 **Provisions non courantes et courantes**
- 6 **Dettes financières non courantes et courantes (hors obligations locatives)**
- 7 **Variation de l'endettement financier net**
- 8 **Chiffre d'affaires**
- 9 **Résultat opérationnel**
- 10 **Impôt**
- 11 **Information sectorielle et autres indicateurs financiers**
- 12 **Engagements hors bilan**
- 13 **Avantages postérieurs à l'emploi**
- 14 **Principaux taux de conversion**

NOTE 1. FAITS SIGNIFICATIFS

1.1 – Faits significatifs du premier semestre 2021

Le Groupe n'a pas connaissance de faits significatifs intervenus au cours du premier semestre.

1.2 – Faits significatifs du premier semestre 2020

Conséquences de l'épidémie de Covid-19

Impacts de l'épidémie sur les activités du groupe Colas

La pandémie de Covid-19, les mesures gouvernementales qui en ont découlé, notamment le confinement de la population en France à partir du 16 mars, et la crise économique engendrée, ont eu des impacts significatifs sur l'activité de Colas à partir du mois de mars 2020.

Les secteurs opérationnels du groupe Colas ont été diversement affectés par la baisse d'activité liée à l'épidémie de Covid-19 : ainsi l'arrêt de l'ensemble des chantiers et sites de production en France à partir du 17 mars a-t-il touché principalement le secteur Routes Métropole – DOM/OI, suivi, dans une moindre mesure, du secteur Ferroviaire et autres activités (voir note 11.2 de l'annexe).

Après une reprise progressive à partir de mi-avril, l'activité a retrouvé, au second semestre 2020, un niveau voisin de celui de 2019.

Estimation des impacts de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 sur les comptes du premier semestre 2020.

La pandémie de Covid-19 a entraîné une réduction du chiffre d'affaires. Le résultat opérationnel courant a été affecté par la perte de marge opérationnelle courante en lien avec cette baisse de chiffre d'affaires et avec les coûts non productifs, car non ajustables dans les mêmes délais, malgré les mesures de flexibilité mises en place. Ces coûts concernent principalement des coûts fixes de personnel (collaborateurs en activité partielle ou non occupés, nets le cas échéant d'indemnisations par les pouvoirs publics), des locaux ou matériels non utilisés, des mesures prises par le Groupe pour assurer la sécurité des collaborateurs sur site face aux risques sanitaires.

L'impact de la crise sanitaire et de ses conséquences sur les performances du Groupe au cours du 1^{er} semestre est évalué à environ 810 millions d'euros de diminution du chiffre d'affaires entre la fin du mois de mars et la fin du mois de mai.

Cette perte de chiffre d'affaires a généré un manque à gagner en résultat opérationnel courant d'environ 190 millions d'euros (perte de marge opérationnelle courante et coûts inévitables).

1.3 – Faits significatifs et variations de périmètre postérieurs au 30 juin 2021

Le Groupe n'a pas connaissance d'événements significatifs postérieurs à la clôture.

NOTE 2. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE

2.1 – Déclaration de conformité

Les comptes consolidés intermédiaires condensés de Colas et de ses filiales (« le Groupe ») au 30 juin 2021 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les comptes consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Ils ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l'IASB incluant : les IFRS, les IAS (*International Accounting Standards*), complétées des interprétations formulées par l'ancien *International Financial Reporting Interpretations Committee* (« IFRIC »), à présent appelé *IFRS Interpretation Committee*, ou émises par l'organisme qui l'a précédé le *Standing Interpretation Committee* (« SIC »), approuvées par l'Union européenne et applicables à cette date. Au 30 juin 2021, le Groupe n'applique aucune norme ou interprétation par anticipation, non approuvée par l'Union européenne.

Les comptes sont présentés en millions d'euros (sauf mention contraire), devise dans laquelle est traitée la majorité des opérations du Groupe, et intègrent le bilan, le compte de résultat, l'état des produits et charges comptabilisés, le tableau de variation des capitaux propres, l'état des flux de trésorerie et l'annexe.

2.2 – Principes de préparation des états financiers

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du groupe Colas intègrent les comptes de la société Colas et de ses filiales, ainsi que les participations dans les coentreprises, entités associées, et les activités conjointes.

Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 24 août 2021.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2021 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS. Ils sont présentés comparativement avec les états financiers au 31 décembre 2020 et au 30 juin 2020.

La Direction du Groupe a établi les comptes consolidés intermédiaires condensés en prenant en compte des estimations et hypothèses telles que décrites en note 2.2 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2020.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- Lors des clôtures intermédiaires, l'imposition des sociétés consolidées est déterminée selon les principes définis par la norme IAS 34. La charge d'impôt de chacune est prise en compte au titre de la période sur la base de la meilleure estimation du taux d'imposition annuel moyen attendu pour l'ensemble de l'exercice (sauf pour les sociétés holding appréciées selon une imposition réelle à la fin de période).
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des avantages du personnel correspondent au prorata des charges estimées sur l'année, calculées sur la base des hypothèses actuarielles et des prévisions réalisées au 31 décembre 2020. Les effectifs, les salaires ou hypothèses actuarielles peuvent être mis à jour lorsque l'impact est significatif.

2.3 – Nouvelles normes et interprétations IFRS

Au 30 juin 2021, le groupe Colas a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les comptes consolidés de l'exercice 2020, à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1er janvier 2021.

Principaux amendements en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire au 1er janvier 2021 :

- Amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16

Le 27 août 2020, l'IASB a publié des amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 (phase 2) dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence. Le texte, adopté par l'Union européenne le 13 janvier 2021, est applicable au 1er janvier 2021 de manière rétrospective.

L'impact de ces amendements n'est pas significatif pour le Groupe.

- Conclusions de l'IFRS IC relatives à IAS 19

En mai 2021, l'IASB a approuvé les conclusions de l'IFRS IC de décembre 2020 relatives à la détermination de la période d'acquisition des droits prise en compte dans l'évaluation de la provision pour indemnités fin de carrière. Alors que l'approche appliquée le plus couramment en France actuellement, et retenue par le groupe Colas, est de linéariser l'acquisition des droits entre la date d'entrée dans le régime et la date de retraite, l'IFRS IC considère que la linéarisation doit se faire seulement sur la période concourant à l'obtention des droits jusqu'à l'âge de retraite lorsque ces droits sont plafonnés.

L'étude des impacts de cette décision est en cours. Le Groupe analyse notamment les régimes et les conventions collectives concernés. Au 30 juin 2021, le Groupe continue à linéariser l'acquisition des droits dès la date d'entrée.

2.4 – Indicateurs financiers

2.4.1 EBITDA après Loyer

L'EBITDA après Loyer correspond au résultat opérationnel courant après prise en compte de la charge d'intérêt sur obligations locatives, corrigé des dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, aux provisions et dépréciations ainsi que des effets liés aux prises et aux pertes de contrôle. Ces derniers concernent l'impact lié aux réévaluations des lots antérieurement détenus ou des lots conservés.

Les principaux éléments du résultat opérationnel courant entrant dans la composition des autres produits et autres charges d'exploitation concernent essentiellement les différences de change nettes relatives à des opérations commerciales, les résultats de cessions sur immobilisations, le résultat net des opérations faites en commun, les redevances pour concessions de brevets ainsi que les produits de cessions de matières premières (bitume) aux sociétés en participation (SEP) et aux groupements d'intérêt économique (GIE) d'enrobage et d'émulsions, qui revendent ultérieurement ces enrobés et émulsions à Colas.

Le résultat net des opérations faites en commun correspond à la quote-part de résultats provenant de sociétés non consolidées (sociétés en participation, etc.), par exemple ceux liés à l'exploitation des postes de fabrication d'enrobés ou de liants.

2.4.2 Endettement/Excédent financier net

L'endettement/excédent financier net résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque ;
- dettes financières non courantes et courantes ;
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

L'endettement/excédent financier n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes.

Selon que ce solde est positif ou négatif, il s'agit respectivement d'un excédent financier net ou d'un endettement financier net.

2.4.3 Cash-flow libre

Le cash-flow libre est égal à la capacité d'autofinancement nette (déterminée après coût de l'endettement financier net, après charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés) diminuée des investissements nets d'exploitation ainsi que du remboursement des obligations locatives. Il est calculé avant variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

2.4.4 Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

La variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité correspond à la variation de l'actif courant et du passif courant, hors impôts sur les sociétés, hors créances et dettes sur immobilisations, hors trésorerie nette et dettes financières courantes, hors obligations locatives courantes et hors instruments financiers sur couverture de dettes.

2.5 – Saisonnalité de l'activité

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel sont caractérisés par une forte saisonnalité liée à une faible activité du premier semestre en raison des conditions climatiques. Ce phénomène est d'amplitude variable selon les années ; au premier semestre 2020, il avait été amplifié par l'impact de l'épidémie de Covid-19 (note 1.2 de l'annexe). Conformément aux principes IFRS, le chiffre d'affaires intermédiaire est reconnu selon les mêmes modalités qu'à la clôture annuelle.

NOTE 3. ACTIF NON COURANT

3.1 – Immobilisations corporelles

	Terrains & constructions	Installations, matériels et outillages	Immob. en cours et avances s/commandes	Total
Valeur nette				
30 juin 2020	1 052	1 308	100	2 460
31 décembre 2020	1 017	1 185	120	2 322
30 juin 2021	1 016	1 129	126	2 271

3.2 – Immobilisations incorporelles

	Concessions, brevets et autres droits	Autres	Total
Valeur nette			
30 juin 2020	88	114	202
31 décembre 2020	87	109	196
30 juin 2021	96	104	200

3.3 – Goodwill

3.3.1 – Evolution de la valeur nette sur le premier semestre 2021

	Valeur nette
31 décembre 2020	697
Changements de périmètre	1
Pertes de valeur	
Autres mouvements (écarts de conversion et autres)	12
30 juin 2021	710

Les autres mouvements correspondent principalement aux variations de change sur le Canada (8 millions d'euros), aux Etats-Unis (2 millions d'euros) et au Royaume-Uni (2 millions d'euros).

Aucune acquisition significative n'a été réalisée par le Groupe Colas depuis le 1^{er} janvier 2020.

3.3.2 – Dépréciation des actifs incorporels à durée de vie indéterminée et des *goodwill*

Au 31 décembre 2020, les tests de dépréciations des *goodwill* ont été réalisés en déterminant les valeurs recouvrables sur la base de projections des flux de trésorerie sur une période de trois ans correspondant au plan d'affaires de chacune des unités génératrices de trésorerie.

Au 30 juin 2021, en l'absence d'indices de perte de valeur, les tests de dépréciation n'ont pas fait l'objet d'une mise à jour.

3.4 – Coentreprises et entités associées

La quote-part de résultat dans les coentreprises et entités associées est détaillée par secteurs opérationnels en note 11 de l'annexe.

	Valeur nette
31 décembre 2020	395
Quote-part de résultat net de la période	4
Ecart de conversion	5
Autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	
Résultat net et produits et charges nets comptabilisés	9
Changements de périmètre	(5)
Autres mouvements (dividendes, etc.)	(33)
30 juin 2021	366

La quote-part de résultat net au 30 juin 2021 correspond essentiellement à la quote-part de résultat de Tipco Asphalt (12 millions d'euros), d'Hincol (3 millions d'euros), de sociétés de carrières en France métropolitaine (3 millions d'euros), de Mak Mecsek (2 millions d'euros), et de filiales de Colas Canada (-16 millions d'euros).

Les écarts de conversion concernent principalement Tipco Asphalt (2 millions d'euros) et des filiales de Colas Canada (2 millions d'euros).

Les autres mouvements proviennent principalement des distributions de dividendes de Tipco Asphalt (-18 millions d'euros), de sociétés de carrières en France métropolitaine (-6 millions d'euros), d'Hincol (-2 millions d'euros), de Mak Mecsek (-2 millions d'euros), et de filiales de Colas Canada (-2 millions d'euros).

3.5 – Autres actifs financiers non courants

	Participations non consolidées	Autres actifs financiers	Total valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
30 juin 2020	76	141	217	(49)	168
31 décembre 2020	29	151	180	(3)	177
30 juin 2021	30	118	148	(2)	146

NOTE 4. INFORMATIONS SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

4.1 – Capital social de Colas SA (en euros)

Le capital social de Colas au 30 juin 2021 est de 48 981 748,50 euros.

Il est constitué de 32 654 499 actions de 1,50 euros de nominal, ayant toutes les mêmes droits (toutefois, les actions nominatives détenues depuis plus de deux ans entre les mains d'un même actionnaire confèrent un droit de vote double).

4.2 – Mouvements de la période

Pas d'évolution depuis le 1^{er} janvier 2021.

NOTE 5. PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

5.1 – Provisions non courantes

	Avantages au personnel à long terme	Litiges et contentieux	Garanties données (long terme)	Remise en état des sites (long terme)	Autres provisions non courantes	Total
30 juin 2020	432	177	58	178	48	893
31 décembre 2020	431	193	69	195	53	941
Ecart de conversion	6		3	3		12
Changements de périmètre					(3)	(3)
Dotations	9	7	3	4	20	43
Reprises de provisions (utilisées ou non) (1)	(3)	(18)	(4)	(14)	(3)	(42)
Gains et pertes actuariels (2)	(6)					(6)
Virements de rubriques et autres mouvements					(3)	(3)
30 juin 2021	437	182	71	188	64	942

(1) dont reprises de provisions non utilisées sur le premier semestre 2021 : 5 M€

(2) dont écarts actuariels sur provisions pour pensions à hauteur de (6) M€ : voir note 13 ci-après.

Détail des principales provisions :

	30-06-2021	31-12-2020	30-06-2020
Récompenses d'ancienneté	87	86	86
Indemnités de fin de carrière	224	220	217
Pensions	126	125	129
Avantages au personnel à long terme	437	431	432
Litiges avec les clients	29	42	39
Litiges avec le personnel	22	23	21
Litiges avec des organismes sociaux	91	88	87
Litiges avec l'administration fiscale	3	3	2
Litiges avec d'autres administrations	1	1	2
Autres litiges	36	36	26
Litiges et contentieux	182	193	177

5.2 – Provisions courantes

	Pertes à terminaison	Risques travaux et fin de chantier	Garanties données (court terme)	Remise en état des sites (court terme)	Autres provisions courantes	Total
30 juin 2020	110	72	32	12	113	339
31 décembre 2020	172	85	42	11	87	397
Ecart de conversion	1	1	1		1	4
Changements de périmètre			(1)	1		
Dotations	52	14	5		16	87
Reprises de provisions (utilisées ou non) (1)	(56)	(10)	(3)		(27)	(96)
Virements de rubriques et autres mouvements	2	(3)		3	7	9
30 juin 2021	171	87	44	15	84	401

(1) dont reprises de provisions non utilisées sur le premier semestre 2021 : 32 M€

NOTE 6. DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES (HORS OBLIGATIONS LOCATIVES)

6.1 – Répartition des emprunts

	30-06-2021	31-12-2020	30-06-2020
Emprunts à moyen et long terme	392	326	581
Autres dettes long terme	20	20	1
Dettes financières non courantes	412	346	582
Partie à moins d'un an des emprunts	29	28	31
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	570	238	792
Dettes financières courantes et concours bancaires courants	599	266	823

6.2 – Lignes de crédit confirmées et utilisées

Au 31 décembre 2020, le montant des lignes confirmées s'élevait à 2 864 millions d'euros, dont 374 millions d'euros concernaient des lignes utilisées. Au 30 juin 2021, le détail des lignes de crédit confirmées et utilisées est le suivant :

	Lignes confirmées – Echéances				Lignes utilisées – Echéances			
	Mois d'un an	1 à 5 ans	Au-delà	Total	Mois d'un an	1 à 5 ans	Au-delà	Total
Lignes de crédit	569	2 265	35	2 869	29	377	35	441

Le montant des lignes bancaires confirmées et non utilisées s'élève à 2 428 millions d'euros au 30 juin 2021.

NOTE 7. VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

	31-12-2020	Flux de trésorerie	Périmètre	Ecart de conversion	Juste valeur	Autres impacts	30-06-2021	30-06-2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	606	(233)	(2)	11			382	341
CBC et soldes créditeurs de banque	(238)	(328)	(1)	(3)			(570)	(792)
Trésorerie nette (A)	368	(561)	(3)	8			(188)	(451)
Dettes financières non courantes (1)	346	55		16		(5)	412	582
Dettes financières courantes (partie à moins d'un an) (1)	28	(6)		1		6	29	31
Instruments financiers nets	1	1					2	1
Endettement brut (B)	375	50		17		1	443	614
Excédent financier net (Endettement financier net) (A) – (B) (2)	(7)	(611)	(3)	(9)		(1)	(631)	(1 065)

(1) détail du flux de trésorerie sur les dettes financières :

	Augmentations	Diminutions	Flux de trésorerie
Dettes financières non courantes	515	(460)	55
Dettes financières courantes	170	(176)	(6)

(2) voir note 2.4.2

NOTE 8. CHIFFRE D'AFFAIRES

La répartition du chiffre d'affaires par secteurs opérationnels est présentée en note 11 de l'annexe.

La ventilation du chiffre d'affaires par nature de produits est détaillée ci-après.

	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020
Ventes de biens	1 074	868
Prestations de service	164	164
Contrats de construction	4 353	3 838
Chiffre d'affaires	5 591	4 870

NOTE 9. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020
Résultat opérationnel courant	(100)	(304)
Autres produits opérationnels	-	-
Autres charges opérationnelles	-	(45)
Résultat opérationnel	(100)	(349)

La répartition par secteurs opérationnels du résultat opérationnel est présentée en note 11 de l'annexe.

NOTE 10. IMPÔT

Décomposition de la charge nette ou du produit net d'impôt

	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020
Impositions exigibles par les administrations fiscales	13	38
Impositions différées	(6)	37
Rappels ou dégrèvements d'impôts, Impôts sur distributions	(4)	(4)
Produit net / (charge nette) d'impôt	3	71

NOTE 11. INFORMATION SECTORIELLE ET AUTRES INDICATEURS FINANCIERS

La norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels » impose que les secteurs opérationnels soient identifiés sur la base du *reporting* interne de l'entreprise examiné par le principal décideur opérationnel du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d'évaluation des performances.

11.1 – Détermination des secteurs opérationnels

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la définition des secteurs opérationnels du Groupe est la suivante :

- **Routes Métropole / DOM OI** regroupe les activités routières et les activités de Sécurité-signalisation en France métropolitaine, dans les départements d'Outre-Mer et dans l'Océan Indien ;
- **Routes EMEA (Europe – Middle East – Africa)** regroupe les activités routières en Europe (hors France), au Moyen-Orient et en Afrique ;
- **Routes Etats-Unis** regroupe les activités routières aux Etats-Unis ;
- **Routes Canada** regroupe les activités routières au Canada ;
- **Routes Asie / Pacifique** regroupe les activités routières en Asie, Océanie et en Amérique Latine ;
- **Ferroviaire et autres activités** regroupe les activités ferroviaires et de transport d'eau et d'énergie en France et à l'international ;
- **Holding** regroupe l'activité du siège social de Colas.

Les données des secteurs opérationnels suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

11.2 – Information par secteurs opérationnels

	Routes Métropole / DOM-OI	Routes EMEA	Routes USA	Routes Canada	Routes Asie / Pacifique	Ferroviaire et autres activités	Holding	Groupe Colas
1^{er} semestre 2021								
Chiffre d'affaires	2 650	933	623	540	198	642	5	5 591
Résultat opérationnel courant	3	(26)	(30)	(24)	(4)	4	(23)	(100)
Résultat opérationnel	3	(26)	(30)	(24)	(4)	4	(23)	(100)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(2)	(1)	(1)	(1)		(2)		(7)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	4	(2)		(15)	17			4
Résultat net part du Groupe	0	(34)	(25)	(34)	12	(1)	(30)	(112)
1^{er} semestre 2020								
Chiffre d'affaires	2 101	916	674	456	184	534	5	4 870
Résultat opérationnel courant	(128)	(25)	(44)	(59)	1	(34)	(15)	(304)
Résultat opérationnel	(163)	(25)	(44)	(59)	1	(34)	(25)	(349)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(2)	(1)	(1)	(1)		(1)	(1)	(7)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	(5)	(2)	(1)	1	11			4
Résultat net part du Groupe	(131)	(32)	(36)	(43)	11	(39)	(25)	(295)

11.3 – Autres indicateurs

	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020
Résultat opérationnel courant	(100)	(304)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(7)	(7)
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	176	186
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	50	17
Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(43)	(25)
EBITDA après Loyer	76	(133)

	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020	Exercice 2020
CAF après coût de l'endettement financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés (I)	37	(150)	641
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II)	(39)	(72)	(184)
Remboursement des obligations locatives courantes et non courantes (III)	(52)	(47)	(99)
Cash-flow libre (I) + (II) + (III)	(54)	(269)	358

NOTE 12. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan n'ont pas évolué de manière significative depuis le 31 décembre 2020.

La seule évolution notable consiste en la commande de la construction d'un bitumier, au cours du deuxième trimestre 2021, par la société Mc Asphalt Marine Transportation Ltd., filiale de la société Colas. Au 30 juin 2021, l'engagement d'investissement correspondant est de l'ordre de 40 millions de dollars américains (34 millions d'euros).

NOTE 13. AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2021	2020	2021	2020
Passif net comptabilisé au 1er janvier	220	220	114	76
Coût de la période (Résultat) (1)	4	6	1	
Ecarts de conversion			5	(3)
Virements de rubriques et autres				
Ecarts actuariels affectés en capitaux propres (2)		(9)	(6)	38
Passif net comptabilisé au 30 juin	224	217	114	111
Dont déficit comptabilisé en provision	224	217	126	129
Dont régimes surfinancés reconnus à l'actif du bilan			(12)	(18)

(1) Le coût de la période (Résultat) comprend les coûts des services rendus, les charges d'intérêts sur l'obligation et le rendement attendu des actifs du régime

(2) Impact lié à l'évolution des hypothèses actuarielles relatives aux avantages postérieurs à l'emploi, qui conduit à affecter en capitaux propres sur le premier semestre 2021 un total d'écarts actuariels de - 6 M€, qui concerne exclusivement les provisions pour pensions (se référer à l'état consolidé des produits et charges comptabilisés). Le taux d'actualisation des provisions pour indemnités de fin de carrière au 30 juin 2021 est en effet identique à celui utilisé au 31 décembre 2020.

La sensibilité des provisions pour indemnités de fin de carrière et pensions à une variation à la baisse ou à la hausse des taux d'actualisation n'a pas matériellement varié entre le 31 décembre 2020 et le 30 juin 2021.

NOTE 14. PRINCIPAUX TAUX DE CONVERSION

Convention : 1 euro = x unités monétaires locales

Pays	Unité monétaire	Cours au 30-06-2021	Cours moyen du premier semestre 2021	Cours au 30-06-2020	Cours moyen du premier semestre 2020
Europe					
Croatie	Kuna croate	7,4995	7,5535	7,5463	7,5307
Danemark	Couronne danoise	7,4364	7,4369	7,4556	7,4657
Grande-Bretagne	Livre sterling	0,8567	0,8686	0,9003	0,8724
Hongrie	Forint	354,11	358,2451	345,9400	344,6732
Pologne	Zloty	4,5329	4,5384	4,4647	4,4065
République tchèque	Couronne tchèque	25,5690	25,8765	26,6890	26,2965
Suisse	Franc suisse	1,0954	1,0945	1,0667	1,0641
Amérique du Nord					
Etats-Unis	Dollar US	1,1891	1,2062	1,1222	1,1008
Canada	Dollar canadien	1,4758	1,5050	1,5218	1,5013
Autres					
Australie	Dollar australien	1,5821	1,5617	1,6356	1,6807
Maroc	Dirham	10,6168	10,7557	10,8582	10,7614
Thaïlande	Baht	37,5930	37,1024	34,9280	34,8278

5. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

Mazars

Tour Exaltis – 61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense
France

COLAS SA

1 Rue du Colonel Pierre Avia
75015 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

(Période du 1er janvier 2021 au 30 juin 2021)

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société COLAS SA, relatifs à la période du 1er janvier 2021 au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés. condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 24 août 2021

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

MAZARS



Edouard Sattler
Associé



Amélie Jeudi de Grissac
Associée



Daniel Escudeiro
Associé



Gilles Rainaut
Associé

6. Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 26 août 2021



Frédéric GARDES

Président-Directeur Général

Glossaire

Carnet de commandes : représente le volume d'activité traitée restant à réaliser pour les opérations ayant fait l'objet d'une prise de commande ferme, c'est-à-dire dont le contrat a été signé et est entré en vigueur (après l'obtention de l'ordre de service et la levée des conditions suspensives).

Evolution du chiffre d'affaires à périmètre et change constants :

- à change constant : évolution après conversion du chiffre d'affaires en devises de la période en cours aux taux de change de la période de comparaison ;
- à périmètre constant : évolution du chiffre d'affaires des périodes à comparer, recalculé de la façon suivante :
 - en cas d'acquisition, est déduit de la période en cours le chiffre d'affaires de la société acquise qui n'a pas de correspondance dans la période de comparaison ;
 - en cas de cession, est déduit de la période de comparaison le chiffre d'affaires de la société cédée qui n'a pas de correspondance dans la période en cours.

Cash-flow libre : capacité d'autofinancement nette (déterminée après coût de l'endettement financier net, après charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés) diminuée des investissements nets d'exploitation ainsi que du remboursement des obligations locatives. Il est calculé avant variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

Excédent / Endettement financier net : la position de trésorerie du Groupe se calcule en prenant en compte la trésorerie et équivalents de trésorerie, les concours bancaires courants et les soldes créditeurs de banque, les dettes financières non courantes et courantes et les instruments financiers. L'endettement / excédent financier n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes. Selon que ce solde est positif ou négatif, il s'agit respectivement d'un excédent financier net ou d'un endettement financier net.